



# Règlement de la commune de Vufflens-la-Ville

## sur la gestion des déchets

## **Table des matières**

### **Chapitre premier DISPOSITIONS GENERALES**

|                  |                            |
|------------------|----------------------------|
| <b>Article 1</b> | <b>Champ d'application</b> |
| <b>Article 2</b> | <b>Définitions</b>         |
| <b>Article 3</b> | <b>Compétences</b>         |

### **Chapitre 2 GESTION DES DECHETS**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Article 4</b>  | <b>Tâches de la Commune</b>              |
| <b>Article 5</b>  | <b>Ayants droit</b>                      |
| <b>Article 6</b>  | <b>Devoirs des détenteurs de déchets</b> |
| <b>Article 7</b>  | <b>Récipients et remise des déchets</b>  |
| <b>Article 8</b>  | <b>Déchets exclus</b>                    |
| <b>Article 9</b>  | <b>Feux de déchets</b>                   |
| <b>Article 10</b> | <b>Pouvoir de contrôle</b>               |

### **Chapitre 3 FINANCEMENT**

|                   |                             |
|-------------------|-----------------------------|
| <b>Article 11</b> | <b>Principes</b>            |
| <b>Article 12</b> | <b>Taxes</b>                |
| <b>Article 13</b> | <b>Décision de taxation</b> |
| <b>Article 14</b> | <b>Echéance</b>             |

### **Chapitre 4 SANCTIONS ET VOIES DE DROIT**

|                   |                                   |
|-------------------|-----------------------------------|
| <b>Article 15</b> | <b>Exécution par substitution</b> |
| <b>Article 16</b> | <b>Recours</b>                    |
| <b>Article 17</b> | <b>Sanctions</b>                  |

### **Chapitre 5 DISPOSITIONS FINALES**

|                   |                          |
|-------------------|--------------------------|
| <b>Article 18</b> | <b>Abrogation</b>        |
| <b>Article 19</b> | <b>Entrée en vigueur</b> |

En vertu de la loi cantonale du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de Vufflens-la-Ville édicte le règlement suivant :

## **Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1. Champ d'application**

1. Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de Vufflens-la-Ville
2. Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.
3. Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

### **Article 2. Définitions**

1. On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant, par exemple, des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces et de l'agriculture.
2. Sont notamment réputés déchets urbains :
  - a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés.
  - b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions.
  - c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le PET, l'aluminium, le papier, les déchets compostables, les textiles, les métaux et le polystyrène.
3. Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

Une «micro-entreprise» est une entreprise dont la production de déchets correspond à celle d'un ménage de 2 personnes adultes.

### **Article 3. Compétences**

1. La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.
2. Elle édicte, à cet effet, une directive annuelle que chaque usager du service est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des déchets spéciaux, des objets encombrants et des déchets valorisables.

3. La Municipalité peut déléguer tout ou partie de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, établissements publics ou privés).
4. Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets. Dans la région, la coordination est assurée par VALORSA SA.

## **Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS**

### **Article 4. Tâches de la Commune**

1. La Commune organise la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.
2. Elle veille à l'efficacité de l'organisation, à la protection de l'environnement, à l'économie de l'énergie et à la récupération des matières premières.
3. Elle prend toutes les dispositions utiles pour réduire les quantités de déchets produits sur son territoire.
4. Elle organise la collecte séparée des déchets valorisables.
5. Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle organise un service de broyage. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.
6. Elle informe la population sur les mesures qu'elle met en place.

### **Article 5. Ayants droit**

1. Les tournées de ramassage et les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des micro-entreprises sises dans la Commune.
2. Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.
3. A l'exception des seules micro-entreprises sises hors zone industrielle, les entreprises sont tenues d'éliminer elles-mêmes leurs déchets valorisables, ainsi que les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

### **Article 6. Devoirs des détenteurs de déchets**

1. Les détenteurs d'ordures ménagères et de déchets encombrants les remettent lors des ramassages organisés par la Commune ou les déposent dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets urbains valorisables.

2. Les ménages compostent dans la mesure du possible les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.
3. Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.
4. Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent. Les petites quantités de déchets spéciaux ménagers non repris par les points de vente sont remises aux postes de collecte ou lors des ramassages précisés par la directive communale
5. Les entreprises autres que les micro-entreprises établies sur le territoire communal, zone industrielle comprise, assument elles-mêmes l'élimination de leurs déchets, quelle que soit leur nature.
6. Il est interdit d'introduire des déchets, mêmes broyés, dans les canalisations et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

#### **Article 7. Récipients et remise des déchets**

1. Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.
2. La Municipalité se réserve la possibilité de désigner les emplacements spécifiques pour les conteneurs destinés à la collecte des déchets, qu'ils soient incinérables ou valorisables.
3. Les bâtiments de plus de quatre logements sont équipés de conteneurs d'un type défini par la Municipalité. Les conteneurs en mauvais état ou non conformes sont retirés après avertissement au contrevenant.

#### **Article 8. Déchets exclus**

1. Les déchets suivants sont exclus des ramassages ordinaires d'ordures ménagères et de déchets encombrants :
  - les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers,
  - les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales et végétales
  - les véhicules hors d'usage et leurs composants, notamment les pneus,
  - les déchets de chantier (construction, transformation, rénovation ou démolition), les déchets inertes, la terre, les pierres, la boue.
  - les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs,
  - les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives,

- les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles,
  - les autres déchets valorisables tels que le papier, le PET, l'aluminium, les textiles et les métaux.
2. La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

### **Article 9. Feux de déchets**

1. Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal. Ils ne sont tolérés que pour les petites quantités de déchets végétaux secs, détenues par les particuliers, sur les lieux de production et pour autant qu'il n'en résulte pas de fumées ni d'autres nuisances pour le voisinage.

### **Article 10. Pouvoir de contrôle**

1. Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

## **Chapitre 3 – FINANCEMENT**

### **Article 11. Principes**

1. Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.
2. La Commune perçoit des taxes pour couvrir les frais de gestion des déchets urbains. Le législatif communal en définit les modalités à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.
3. Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

### **Article 12. Taxes**

#### **A. Taxes sur les sacs à ordures :**

1. Les taxes sur les sacs à ordures sont fixées à :
- Un maximum :
    - 1.25 francs par sac de 17 litres, (1.00 plus 25%)
    - 2.50 francs par sac de 35 litres, (2.00 plus 25%)
    - 4.75 francs par sac de 60 litres, (3.80 plus 25%)
    - 7.50 francs par sac de 110 litres, (6.00 plus 25%)

Ces montants s'entendent TVA comprise.

## **B. Taxes forfaitaires**

1. Les taxes forfaitaires sont fixées à :
  - un maximum de 100.- francs par an (TVA non comprise) par habitant inscrit régulièrement dans la commune
  - Sont exonérées de la taxe forfaitaire toutes personnes jusqu'à l'âge de 18 ans
  - Pour les résidences secondaires, il est perçu du propriétaire une taxe forfaitaire d'un maximum de 300.- francs par an (TVA non comprise) par résidence.
  - Pour les micro-entreprises, au sens de l'article 2 du règlement communal sur la gestion des déchets, il est perçu une taxe d'un maximum de Fr. 300.- par an (TVA non comprise)
2. La situation familiale au 1<sup>er</sup> janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.
3. En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.

## **C. Taxes spéciales**

1. La Commune peut percevoir d'autres taxes causales pour des prestations particulières liées à la gestion des déchets, en fonction des frais occasionnés.
2. La Municipalité précise dans la directive communale les prestations particulières qui sont soumises à des taxes spéciales, ainsi que le montant maximum de ces taxes.

## **D. Allègements des taxes**

La Municipalité est compétente pour statuer sur des mesures d'allègement telles que la maladie, les personnes âgées par exemple.

### **Article 13. Décision de taxation**

1. La taxation fait l'objet d'une décision municipale.
2. La décision de taxation définitive a force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

### **Article 14. Echéance**

1. Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.
2. Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

## **Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT**

### **Article 15. Exécution par substitution**

1. Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.
2. La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

### **Article 16. Recours**

1. Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
2. Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans les 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
3. Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
4. Les recours s'exercent par acte écrit et motivé.

### **Article 17. Sanctions**

1. Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.
2. La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.
3. Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

## **Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 18. Abrogation**

1. Le présent règlement abroge et remplace celui du 10 décembre 2008.



**Article 19. Entrée en vigueur**

1. Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Département de la sécurité et de l'environnement.

Adopté en séance de la Municipalité du 24 septembre 2012

Au nom de la Municipalité

La Syndique

La Secrétaire



I. Rossel

S. Böhlen



Adopté en séance du Conseil communal du 31 octobre 2012

Au nom du Conseil communal

Le Président

La Secrétaire

Y. Trottet

R. Heck-Tobler



Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement,  
le 12 NOV. 2012

